

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

F. 92 — 2120

(F — 29433)

## 26 JUIN 1992. — Décret contenant le budget des recettes de la Communauté française de l'année budgétaire 1992 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>

Pour l'année budgétaire 1992, les recettes courantes sont évaluées à 191 062,3 millions de francs, conformément au titre I du tableau annexé au présent décret.

## ART. 2

Pour l'année budgétaire 1992, les recettes en capital sont évaluées à 877,2 millions de francs, conformément au titre II du tableau annexé au présent décret.

## ART. 3

Pour l'année budgétaire 1992, le produit d'emprunts d'une durée supérieure à un an est évalué à 7 040,0 millions de francs, conformément au titre III du tableau annexé au présent décret.

L'emprunt de consolidation relatif au découvert cumulé en trésorerie à la date du 31 décembre 1991 est rattaché à l'année budgétaire 1991.

## ART. 4

L'Exécutif est autorisé à percevoir les recettes provenant de l'Etat dans le cadre de l'application de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ou celles qui découlent de l'application de toute autre législation nationale ou régionale, ainsi que les recettes provenant de l'exercice de ses compétences.

Il est également autorisé à percevoir le produit des impôts et taxes mis en vigueur dans le cadre de l'article 110, § 2, de la Constitution et à prendre toutes les dispositions nécessaires à cette fin.

## ART. 5

Les montants inscrits aux articles 46.01, 46.02, 46.04 et 46.05 correspondent à l'évaluation du montant des droits de la Communauté française envers l'Etat pour l'exercice budgétaire 1992 en ce qui concerne les trois impôts et la dotation relative aux étudiants étrangers, qui y sont mentionnés.

Le remboursement à l'Etat de la fraction des parties attribuées des impôts précités, versée en surplus à la Communauté française pour l'exercice budgétaire 1991, peut être effectué par compensation, en opération de trésorerie. La même règle est d'application à la dotation relative aux étudiants étrangers.

## ART. 6

Dans le cadre de l'exécution des décrets ouvrant les crédits provisoires pour l'exercice budgétaire 1992, les recettes qui ont été imputées, jusqu'à la date de mise en vigueur du présent décret, aux articles figurant dans le budget des recettes 1991, sont transférées automatiquement aux articles correspondants du présent budget.

Les modifications d'imputations précitées sont portées à la connaissance de la Cour des Comptes.

## ART. 7

Le ministre-président de l'Exécutif ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé :

1. à conclure toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor de la Communauté française;

(1) Session extraordinaire de 1992.

Documents du Conseil. — N° 4-I, n° 1. Projet de décret. — N° 4-I, n° 2. Rapport. — N° 4-I, n° 3. Amendements. Comptes rendu intégraux. — Discussion. Séances des 22 et 23 juin 1992. — Adoption. Séance du 23 juin 1992.

2. en ce qui concerne les emprunts privés contractés par la Communauté française en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et termes de remboursement ou, en général, à conclure des contrats de gestion dans ces mêmes matières;

3. à conclure toute opération de gestion financière des excédents journaliers éventuels des recettes sur les dépenses du Trésor de la Communauté française, des produits d'emprunts, par utilisation de tout moyen exploitant des produits offerts par les marchés financiers dans le meilleur intérêt du Trésor de la Communauté française;

4. à procéder, dans le cadre et à concurrence du montant figurant sous l'article 76.01 du tableau ci-annexé, à la réalisation de toute opération immobilière visée par le décret du 28 janvier 1991 relatif aux aliénations d'ensembles domaniaux et par le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé et subventionné par la Communauté française, sans préjudice, dans ce dernier cas, des délégations existant pour ce qui concerne la décision d'aliéner et celle d'affecter au budget des recettes le produit de l'aliénation.

#### ART. 8

Le ministre-président de l'Exécutif ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé à couvrir par des emprunts, l'excédent des dépenses effectuées en 1992 sur les recettes obtenues durant la même année, ainsi que tout autre découvert éventuel de trésorerie, notamment dans le cadre des dispositions des

articles 49 et 54 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Le Trésor est autorisé à accorder des avances aux comptes financiers destinés au paiement des dépenses de rémunérations des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française et à ceux prenant en charge les rémunérations des agents contractuels subventionnés et celles du personnel à charge du fonds budgétaire interdépartemental, en cas de position débitrice de ces comptes.

#### ART. 9

Sans préjudice de l'article 3, 2<sup>e</sup> alinéa, les produits d'emprunts d'une durée supérieure à un an sont versés au budget des recettes de l'année 1992 comme recettes générales du Trésor de la Communauté française.

#### ART. 10

Le recouvrement des recettes à imputer aux articles 11.01, 16.01, 16.02, 16.03, 76.01, 76.02, 76.03 et 76.04 est opéré par les comptables des recettes désignés par arrêté de l'Exécutif.

#### ART. 11

Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juin 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

**BUDGET DES RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE  
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1992**

**TITRE I. — RECETTES COURANTES**

			(En millions de francs)
Article	Désignation des produits	Evaluations par article	Total
<b>SECTEUR I</b>			
<b>RECETTES FISCALES ET DE DROITS PARTICULIERS</b>			
36.01	Rétributions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, § 2, de la Constitution . . . . .	1 773,0	
	Total pour le secteur I . . . . .		<u>1 773,0</u>
<b>SECTEUR II</b>			
<b>RECETTES GENERALES</b>			
11.01	Remboursement des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat . . . . .	590,0	
12.01	Versements des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen d'avances de fonds (pour mémoire) . . . . .	—	
16.01	Produits divers . . . . .	507,1	
16.02	Remboursement de sommes indûment versées (pour mémoire) . . . . .	—	
16.03	Droits d'inscription à l'enseignement à distance . . . . .	40,0	
29.01	Intérêts de placements (pour mémoire) . . . . .	—	
46.01	Partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques . . . . .	39 341,5	
46.02	Partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée . . . . .	139 693,0	
46.03	Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires . . . . .	65,1	
46.04	Partie attribuée du produit de la redevance radio et télévision . . . . .	7 730,2	
46.05	Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers . . . . .	1 322,4	
	Total pour le secteur II . . . . .		<u>189 289,3</u>
	<b>TOTAL POUR LE TITRE I . . . . .</b>		<u>191 062,3</u>

## TITRE II. — RECETTES EN CAPITAL

(En millions de francs)

Article	Désignation des produits	Evaluations par article	Total
SECTEUR I			
RECETTES FISCALES ET DE DROITS PARTICULIERS			
	(Pour mémoire) . . . . .	—	
	Total pour le secteur I . . . . .		0,0
SECTION II			
RECETTES GENERALES			
76.01	Produit de la vente d'immeubles . . . . .	877,0	
76.02	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux (pour mémoire)	—	
76.03	Recettes diverses . . . . .	0,2	
76.04	Remboursement de sommes indûment payées (pour mémoire) . . . . .	—	
	Total pour le secteur II . . . . .		877,2
	TOTAL POUR LE TITRE II . . . . .		877,2
	TOTAL TITRE I + TITRE II . . . . .		191 939,5

## TITRE III. — PRODUITS D'EMPRUNTS

(En millions de francs)

Article	Désignation des produits	Evaluations par article	Total
96.01	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en francs belges . . . . .	7 040,0	
96.02	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en devises (pour mémoire) . . . . .	—	
	TOTAL POUR LE TITRE III . . . . .		7 040,0
	TOTAL TITRE I + TITRE II + TITRE III . . . . .		198 979,5
	Remboursement à l'Etat en application des articles 13 § 2, 37, 38 § 3, 42 § 2, et 62 § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, de la fraction nette des parties attribuées des impôts partagés et de la dotation relative aux étudiants étrangers, versée en surplus à la Communauté française pour l'exercice 1991 (voir l'art. 5, alinéa 2, du dispositif du présent décret)		— 343,0
	TOTAL GENERAL . . . . .		198 636,5

## VERTALING

N. 92 — 2120

## 26 JUNI 1992. — Decreet houdende de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Voor het begrotingsjaar 1992 worden de lopende ontvangsten op 191 062,3 miljoen frank geraamd, overeenkomstig titel I van de bij dit decreet gevoegde tabel.

**Art. 2.** Voor het begrotingsjaar 1992 worden de kapitaalontvangsten op 877,2 miljoen frank geraamd, overeenkomstig titel II van de bij dit decreet gevoegde tabel.

**Art. 3.** Voor het begrotingsjaar 1992 wordt de opbrengst van leningen waarvan de duur meer dan één jaar bestrijkt op 7 040,0 miljoen frank geraamd, overeenkomstig titel III van de bij dit decreet gevoegde tabel.

De consolidatielening met betrekking tot het op 31 december 1991 gecumuleerd thesaurietekort wordt gekoppeld aan het begrotingsjaar 1991.

**Art. 4.** De Executieve wordt ertoe gemachtigd de ontvangsten voortkomend uit de Staat in het kader van de toepassing van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten of deze die voortspruiten uit de toepassing van elke andere nationale of gewestelijke wetgeving, alsook de ontvangsten voortkomend uit de uitoefening van haar bevoegdheden, in te vorderen.

Ze wordt er eveneens toe gemachtigd de opbrengst van de belastingen en de taksen die in werking zijn getreden in het kader van artikel 110, § 2, van de Grondwet, te innen en alle noodzakelijke maatregelen te treffen te dien einde.

**Art. 5.** De bedragen uitgetrokken op de artikelen 46.01, 46.02, 46.04 en 46.05 stemmen overeen met de raming van het bedrag van de rechten van de Franse Gemeenschap ten opzichte van de Staat voor het begrotingsjaar 1992 wat betreft de drie belastingen en de dotatie voor buitenlandse studenten, die daar vermeld worden.

De terugbetaling aan de Staat van het deel van de toegewezen gedeelten van voornoemde belastingen, deel dat extra gestort werd aan de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, kan per compensatie geschieden, als thesaurieverrichting. Dezelfde regel is toepasselijk op de dotatie voor buitenlandse studenten.

**Art. 6.** In het kader van de tenuitvoerlegging van de decreten waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor het begrotingsjaar 1992, worden de ontvangsten die werden aangerekend, tot de inwerkingtredingsdatum van dit decreet, op de artikelen van de begroting van de ontvangsten 1991, automatisch overgedragen naar de overeenstemmende artikelen van deze begroting.

Het Rekenhof wordt in kennis gesteld van voormelde wijzigingen van de aanrekeningen.

**Art. 7.** De Minister-Voorzitter van de Executieve, tot wiens bevoegdheid de begroting en de financiën behoren, wordt ertoe gemachtigd :

1° elke daad van financieel beheer in het algemeen belang van de Thesaurie van de Franse Gemeenschap te verrichten;

2° wat betreft de private leningen aangegaan door de Franse Gemeenschap in België of in het buitenland, in overeenstemming met de leners, de voorwaarden en de bewoordingen voor de terugbetaling aan te passen of, in het algemeen, beheerscontracten voor dezelfde materie te sluiten;

3° elke daad van financieel beheer van de eventuele dagelijkse overschotten aan ontvangsten op de uitgaven van de Thesaurie van de Franse Gemeenschap, van de opbrengsten van leningen, te verrichten, door het aanwenden van alle middelen tot uitbating van de opbrengsten aangeboden door de financiële markten, en dit in het best mogelijk belang van de Thesaurie van de Franse Gemeenschap;

4° in het kader en ten belope van het bedrag vermeld in artikel 76.01 van bijgevoegde tabel, elke onroerende verrichting te realiseren zoals bedoeld in het decreet van 28 januari 1991 betreffende de vervreemding van de onroerende domeingederen die eigendom zijn van de Franse Gemeenschap en in het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitaire onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, onverminderd, voor dit laatste geval, de delegatie inzake de beslissing tot vervreemding en tot bestemming voor de begroting van ontvangsten van de opbrengst van de vervreemding

**Art. 8.** De Minister-Voorzitter van de Executieve, tot wien bevoegdheid de begroting en de financiën behoren, wordt ertoe gemachtigd door leningen het overschot aan uitgaven gedaan in 1992 op de ontvangsten van hetzelfde jaar te dekken, alsook elke ander mogelijk thesaurietekort, inzonderheid in het kader van de bepalingen van de artikelen 49 en 54 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De Thesaurie wordt ertoe gemachtigd voorschotten te verlenen aan de financiële rekeningen bestemd voor de uitbetaling van de bezoldigingsuitgaven van de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap en aan deze bestemd voor de tenlasteneming van de bezoldigingen van de gesubsidieerde contractuelen en van het personeel dat ten laste valt van het interdepartementaal begrotingsfonds, als deze rekeningen debet staan.

**Art. 9.** Onverminderd artikel 3, 2e lid, worden de opbrengsten van leningen die een periode langer dan één jaar bestrijken, gestort op de ontvangstenbegroting voor het jaar 1992 als algemeen ontvangsten van de Thesaurie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 10.** De invordering van de ontvangsten die op de artikelen 11.01, 16.01, 16.02, 16.03, 76.01, 76.02, 76.03 en 76.04 aan te rekenen zijn, geschiedt door toedoen van de rekenplichtingen van de ontvangsten die bij besluit van de Executieve aangesteld worden

**Art. 11.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1992.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 juni 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

(1) *Buitengewone zitting 1992.*

*Stukken van de Raad.* — Nr. 4-I, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 4-I, nr. 2. Verslag. — Nr. 4-I, nr. 3. Amendementen. *Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergaderingen van 22 en 23 juni 1992. — Aanneming. Vergadering van 23 juni 1992.

## BEGROTING VAN ONTVANGSTEN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1992

## TITEL I. — Lopende ontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
<b>SECTOR I. — Fiscale ontvangsten en ontvangsten uit particuliere rechten</b>			
36.01	Retributies, heffingen en rechten, opbrengsten van alle belastingen en taksen geheven in het kader van artikel 110, § 2, van de Grondwet .....	1 773,0	
	Totaal voor sector I ....		1 773,0
<b>SECTOR II. — Algemene ontvangsten</b>			
11.01	Terugbetaling van lonen, wedden, weddetoelagen, bijkomende toelagen van het personeel van het onderwijs of van de diensten van de Gemeenschap of de Staat ....	590,0	
12.01	Storting van de bedragen die niet werden gebruikt door de rekenplichtigen die met geldvoorschotten werken ( <i>pro memorie</i> ) .....	—	
16.01	Diverse opbrengsten .....	507,1	
16.02	Terugbetaling van ten onrechte gestorte bedragen ( <i>pro memorie</i> ) .....	—	
16.03	Inschrijvingsrechten voor afstandsonderwijs .....	40,0	
29.01	Beleggingsinstrenten ( <i>pro memorie</i> ) .....	—	
46.01	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van de personenbelasting .....	39 341,5	
46.02	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde ..	139 693,0	
46.03	Tegemoetkoming van de Staat ten gevolge van de intrekking van de machtiging tot het aangaan van een lening met de waarborg van de Staat door het Nationaal Waarborgfonds voor Schoolgebouwen .....	65,1	
46.04	Toegewezen gedeelte van de opbrengst van het kijk- en luistergeld .....	7 730,2	
46.05	Tegemoetkoming van de Staat in de financiering van het universitair onderwijs voor buitenlandse studenten .....	1 322,4	
	Totaal voor sector II ....		189 289,3
	Totaal voor titel I ....		191 062,3

## TITEL II. — Kapitaalontvangsten

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
<b>SECTOR I. — Fiscale ontvangsten en ontvangsten uit particuliere rechten</b>			
	( <i>Pro memorie</i> ) .....	—	
	Totaal voor sector I ....		0,0
<b>SECTOR II. — Algemene ontvangsten</b>			
76.01	Opbrengst van de verkoop van onroerende goederen .....	877,0	
76.02	Opbrengst van de verkoop van andere vermogensgoederen ( <i>pro memorie</i> ) .....	—	
76.03	Diverse ontvangsten .....	0,2	
76.04	Terugbetaling van ten onrechte uitbetaalde bedragen ( <i>pro memorie</i> ) .....	—	
	Totaal voor sector II ....		877,2
	Totaal voor titel II ...		877,2
	Totaal titel I + titel II ....		191 939,5

## TITEL III. — Opbrengsten van leningen

(In miljoenen frank)

Artikelen	Benaming van de opbrengsten	Raming per artikel	Totalen
96.01	Opbrengsten van leningen van meer dan één jaar in Belgische franken .....	7 040,0	
96.02	Opbrengsten van leningen van meer dan één jaar in deviezen .....		
	Totaal voor titel III ....		7 040,0
	Totaal voor titel I + titel II + titel III ....		198 979,5
	Terugbetaling aan de Staat in toepassing van de artikelen 13, § 2, 37, 38, § 3, 42, § 2, en 62, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, van het netto-deel van de toegewezen gedeeltes van de gedeelde belastingen en van de dotatie met betrekking tot buitenlandse studenten, extra gestort aan de Franse Gemeenschap voor het jaar 1991 (zie art. 5, lid 2, van het bepalend gedeelte van dit decreet) .....		— 343,0
	Algemeen totaal ....		198 636,5